

ALGÉRIE-TUNISIE

Sellal appelle à plus de coordination dans le domaine sécuritaire

Dans un contexte régional marqué par la recrudescence du terrorisme et de l'extrémisme qui menacent la sécurité et la stabilité de la région du Maghreb, la coordination et la coopération dans le domaine sécuritaire sont de mise. C'est là le message adressé, hier, par Abdelmalek Sellal à son homologue tunisien en visite à Alger.

«L'Algérie et la Tunisie sont déterminées à consolider les liens unissant les deux pays et les deux peuples frères afin de concrétiser leurs aspirations à davantage de progrès, de développement et de prospérité», a indiqué le Premier ministre Sellal dans son intervention lors de l'entretien qu'il a eu avec le chef du gouvernement tunisien.

Et de rappeler que la visite de M. Habib Essid «intervient dans un contexte régional marqué par la recrudescence du terrorisme et de l'extrémisme qui menacent la sécurité et la stabilité de notre région, ce qui nous interpelle à davantage de coordination, de concertation et de coopération en

vue de trouver les solutions idoines et les moyens à même d'y faire face».

M. Sellal est également revenu sur la coopération économique entre les deux pays en indiquant que «la réunion des commissions sectorielles mixtes qui se tiendra prochainement en prévision de la 20^e session de la grande commission mixte, donnera une nouvelle impulsion à la coopération bilatérale dans les domaines de l'énergie, du commerce, du tourisme et de l'industrie».

Pour le Premier ministre, «cette session amorcera une nouvelle étape dans notre action commune dans le cadre d'un partenariat stratégique global qui



Abdelmalek Sellal, Premier ministre.

consacre le principe gagnant-gagnant en exploitant judicieusement nos potentialités et les ressources matérielles et humaines des secteurs public et privé».

Toujours dans le volet économique, le ministre du Commerce, Amara Benyounès, a annoncé qu'une réunion entre opérateurs algériens et tunisiens se tiendra avant la fin de l'année 2015 dans

le cadre du développement de la coopération bilatérale.

Le ministre du Commerce, qui recevait hier son homologue tunisien Ridha Lahoual, a fait savoir que «le volume des échanges commerciaux entre l'Algérie et la Tunisie dépasse les 2 milliards de dollars».

De son côté, le ministre de l'Aménagement, du Tourisme et

de l'Artisanat, Amar Ghoul, a fait savoir que l'Algérie et la Tunisie ont convenu de réactiver la commission mixte entre les deux pays dans le domaine du tourisme et de l'artisanat.

Dans une déclaration à la presse en marge de sa rencontre avec la ministre tunisienne du Tourisme, Selma Elloumi Rekik, M. Ghoul a ajouté que cette commission «procédera dans une semaine» à l'évaluation de tous les accords conclus entre l'Algérie et la Tunisie dans le domaine du tourisme et de l'artisanat afin de mettre en place un nouveau programme pour le développement du secteur. Et d'annoncer, dans la foulée, qu'un projet de création d'une «ligne maritime touristique entre les deux pays» est à l'étude.

Un projet qui permettra d'encourager le flux touristique vers les deux destinations algérienne et tunisienne, selon M. Ghoul.

S. B./APS

SOLIDARITÉ

Le «couffin de Ramadhan» a de beaux jours devant lui

Pas de changement dans l'opération de solidarité du mois de Ramadhan. Les familles nécessiteuses recevront, comme chaque année, des couffins de victuailles. Le chèque restera au stade de projet. Ainsi en a décidé le gouvernement, selon la ministre de la Solidarité.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Comme depuis de nombreuses années, des milliers de familles dans le besoin recevront le fameux couffin de Ramadhan.

Le recours au chèque n'a, une fois de plus, pas été retenu. Le projet date, pourtant, de plusieurs années. La ministre de la Solidarité, qui réunissait hier les cadres de son secteur, a expliqué cela par la volonté du gouvernement de reconduire cette formule, car jugée plus adaptée.

Le chèque, explique Mounia Meslem, présente plusieurs inconvénients. Le premier, dit-elle, c'est que toutes les personnes dans le besoin ne possèdent pas de compte. Second inconvénient, selon Meslem, les nomades qu'il serait difficile de localiser en raison de leur mode de vie. Troisième argument présenté par la

ministre : les inégalités entre communes. Si certaines sont en mesure de donner des aides importantes, d'autres ne le peuvent pas.

Le colis alimentaire, explique-t-elle, présente l'avantage d'être de la même valeur, que la commune soit riche ou pauvre.

Pour éviter les scènes d'attroupements devant les sièges des APC, Meslem fait savoir que les communes feront appel aux scouts musulmans qui feront du porte-à-porte pour livrer les couffins.

Aux cadres de son secteur chargés d'encadrer l'opération, la ministre a donné des instructions afin que le processus de sélection des denrées alimentaires se fasse dans la transparence et qu'il réponde surtout aux normes d'hygiène.

Pour cette opération, un budget global de 8 milliards de dinars a été alloué pour venir en aide à 1,7 million de personnes nécessiteuses.

La ministre tient tellement à cette opération qu'elle compte demander aux walis de mettre en alerte les cellules de communication afin que ces dernières répondent au moindre article jugé attentatoire à la crédibilité de l'opération. En réunissant les cadres de son secteur, la ministre de

la Solidarité a donné des instructions afin que les examens de fin d'année se passent dans les meilleures conditions pour les candidats aux besoins spécifiques. Ils ont été instruits afin que les candidats soient accompagnés par des enseignants spécialisés qui doivent veiller à ce qu'ils bénéficient de temps supplémentaire et qu'ils disposent de tous les outils devant leur permettre d'être examinés.

Pour la prochaine rentrée scolaire, il est question d'accélérer la cadence pour réceptionner les nouvelles structures, réduire les listes d'attente et garantir davantage de places pédagogiques pour les enfants souffrant de troubles mentaux. Le secteur de la solidarité s'apprête à revoir l'organisation et le fonctionnement des agences dépendantes de lui.

La Cour des comptes avait déjà noté, selon la ministre, qu'il y avait des difficultés à déterminer les responsabilités des différents intervenants du secteur au niveau local.

La Cour des comptes avait recommandé de redéfinir les responsabilités, d'où la mise en place d'un atelier qui s'est penché sur la question et qui devrait aboutir à une meilleure organisation et une redéfinition des responsabilités.

N. I.

BOUMERDÈS

Courte visite du ministre de la Communication

Le ministre de la Communication, Hamid Grine, a effectué une courte visite d'inspection et de travail hier dans la wilaya de Boumerdès.

Cette visite était, en réalité, prévue bien avant le décès, mercredi dernier, de son épouse. Donc l'hôte de Boumerdès voulait, vraisemblablement, tenir tout simplement son engagement.

Le ministre s'est rendu à la station radio de Boumerdès. Sur place, des techniciens de la TDA lui ont donné des

explications sur le système de la télédiffusion sécurisée par satellite. Ce système couvre selon les techniciens la moitié ouest du Moyen Orient, tout le Maghreb et le Sahel.

Au niveau local, il a déclaré aux responsables de Radio Boumerdès que la couverture du territoire de la wilaya du Rocher noir (77%) reste insuf-

fisante. «D'ici 2016, nous devrons arriver à 95%» dira-t-il. C'est également l'objectif arrêté pour l'ensemble du territoire national.

Le ministre n'a pas animé de point de presse comme c'est la tradition à chaque visite ministérielle dans la région, mais a eu une brève discussion avec les consœurs et confrères de la wilaya.

Aux journalistes et correspondants locaux qui lui ont exposé les problèmes qu'ils

rencontrent dans l'exercice de leur mission quotidienne au niveau local, le ministre rétorquera que leur manque d'organisation les laisse dans une situation de faiblesse par rapport à leur environnement.

A la fin de son intervention au niveau de la radio locale, Grine a fait cette réflexion : «Un homme qui se bat tout seul pour changer sa situation vaut mieux que 1 000 hommes qui ne font rien.»

Abachi L.

CONCLAVE DE L'OPPOSITION

DU 6 JUIN PROCHAIN

L'actualisation de la feuille de route en ligne de mire

L'acte II de l'opposition issue de la conférence de Zéralda du 10 juin 2014 prévu le 6 juin prochain sera probablement l'occasion d'une remise en cause de la démarche adoptée jusqu'ici.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Une démarche néanmoins loin d'être totalement «infructueuse», comme le soutiennent certaines voix parmi notamment les détracteurs de ce pan important de l'opposition qui a réussi l' inédit exploit de se regrouper. «Nous avons engrangé nombre d'acquis dont le plus important est le regroupement de l'opposition, ou du moins de larges pans de l'opposition», affirmera le président de Jil Jadid. Et à Soufiane Djillali de faire observer, dans ce sens, que «l'on ne parle plus d'oppositions mais d'une opposition unie autour de l'essentiel, à savoir la garantie des règles minimales d'un exercice démocratique digne du nom».

Une opposition qui aura à discuter sereinement, lors du conclave fermé du 6 juin prochain, de son bilan d'action d'une année. «Tout sera discuté et aucun point n'est exempt de débat», précisera notre interlocuteur pour qui l'option d'élargissement des rangs de l'Isco sera débattue. Ceci à la faveur, selon le président de Jil Jadid, des sollicitations émanant de partis et de personnalités en vue de rejoindre cette dynamique de l'opposition. Parmi ces derniers, il y a ceux qui ont pris part à la conférence de Mazafran qui a scellé l'acte de naissance de cette opposition et qui ont préféré observer une certaine distance avant de se ressaisir et ceux qui ont boudé cette première rencontre de l'opposition avant de se décider d'adhérer à la démarche et la plateforme adoptées à l'occasion.

Cela dit, au cours de ce conclave qui devrait se tenir, si l'autorisation des services de la Wilaya d'Alger venait à faire défaut encore une fois, au siège national du MSP, le plus spacieux de tous les locaux des partis membres de l'Isco, précisera Djillali, il sera donc question d'actualiser la feuille de route adoptée jusqu'ici à la lumière des développements intervenus depuis. Ceci même s'il ressassera sa remarque au sujet de la cohésion des positions des membres de l'opposition sans concertation préalable entre eux concernant les grandes questions comme le dernier remaniement du gouvernement. Un événement, fera encore remarquer le président de Jil Jadid, que l'opposition qualifie à l'unanimité d'une «simple cuisine interne au système».

M. K.